

SHORT NEWS

« Dim sum » à la luxembourgeoise

(md) - Dans le monde de la finance, on parlera désormais chinois. C'est en tout cas ce que Luc Frieden a essayé de nous expliquer, lors de la conférence tenue sur le rôle que le Luxembourg joue dans l'internationalisation du renminbi chinois. Mao Tsé-Tung, qui orne jusqu'à présent la « monnaie du peuple », trouvera en cette année de 2013 son havre de paix au Luxembourg. Aujourd'hui déjà, le Luxembourg gère environ 220 milliards de RMB (30 milliards d'euros), placés sous forme de prêts, d'obligations « dim sum » et autres produits financiers. Les « dim sum » sont des obligations émises hors de la Chine, mais libellées en RMB. La place financière, à en croire Frieden, est aujourd'hui de facto le leader européen en matière de finance chinoise, avant Francfort et Londres. Cette évolution est le fruit de cinq années de travail dans un environnement hautement compétitif entre plusieurs centres européens. Le Luxembourg héberge déjà aujourd'hui les sièges européens des trois banques chinoises les plus puissantes. Avec la reprise des parts de la Cargolux par une entreprise chinoise, les milliards de renminbis pourront bientôt être acheminés par avion au Luxembourg, et transformés en petits mets financiers « dim sum ».

Pauvres grands patrons !

(dv) - La campagne électorale est bel et bien lancée. Une occasion pour le chef de l'Union des entreprises du Luxembourg (UEL), Michel Wurth, de présenter ses « solutions » au prochain gouvernement. Et il n'y va pas de main morte. Au micro de RTL-Radio hier, il entonne la rengaine propre à son groupe d'intérêt : la main-d'œuvre luxembourgeoise serait trop « chère » et nuirait à la compétitivité du pays. L'indexation des salaires est évidemment dans sa ligne de mire : il ne parle ni de la plafonner, ni de la moduler, mais de l'abolir complètement. Autre cible : le salaire minimum. Ce qui ne constitue qu'un argent de poche par week-end pour le patron des patrons est à ses yeux top élevé. Il prône ainsi son abaissement, arguant que cela permettrait d'embaucher plus de main-d'œuvre peu qualifiée. Si le salaire minimum luxembourgeois est en effet, en chiffres absolus, plus élevé que dans les pays limitrophes, il ne s'en situe pas moins sous le seuil de pauvreté luxembourgeois, notamment en raison d'un coût de la vie plus élevé. Et de jouer les bonnes âmes en pointant du doigt les inégalités entre travailleurs résidents et frontaliers dont le manque à gagner devrait être compensé par les transferts sociaux. Mais peut-être pourrait-il en souffler mot à ses homologues belge, français et allemand afin qu'ils se prononcent pour une hausse, voire l'introduction d'un salaire minimum dans leurs pays respectifs ?

„Bei Gréng rullt et“

(Stephanie Majerus) - Zwölf Stunden im Monat stehen Autofahrer durchschnittlich im Stau auf Luxemburgs Straßen. Dies bedeutet einen großen Zeitverlust und beträchtliche Kosten für die Betroffenen - um mobil zu sein, geben Bürger bereits zwischen 12 und 17 Prozent ihres Einkommens aus. Allgemein belastet, durch den Verkehr verursachter Lärm und Abgase die Umwelt, und jährlich sterben etwa 40 Menschen auf Luxemburgs Straßen. Unter dem Motto „Bei Gréng rullt et“ stellten Déi Gréng am gestrigen Donnerstag, ihre Vorschläge zur Transportpolitik vor. Déi Gréng befürworten den Bau eines Straßenbahnnetzes und den Ausbau von Fuß- und Fahrradwegen. Lokale und regionale Bahnhöfe sollen aufgewertet und vor allem besser an Linienbusse angebunden werden. Der Bau von peripheren Bahnhöfen soll vorangetrieben werden. Bessere Verbindungen nach Feierabend und an Wochenenden und größere Abstellplätze sollen das Busfahren für Jugendliche, Familien, Behinderte und Fahrradfahrer komfortabler machen. Leihautos, die die Nutzer von Wartungs-, Reparatur- und administrativen Aufgaben befreien, sollen im ganzen Land verfügbar sein. 2014 wird ein Car-sharing-Modell in Luxemburg-Stadt erprobt.

AKTUELL

SREL

Just because you're paranoid...

Luc Caregari

En suivant l'actualité, on pourrait parfois croire que l'affaire du Srel serait close. Pourtant, il reste du pain sur la planche, comme le rappelle l'affaire « Frisch-Ersöz ».

Circulez, il n'y a rien à voir ! On pourrait résumer ainsi la réaction du ministère d'Etat qui a formellement démenti l'accusation de surveillance politique brandie un jour plus tôt par l'ancienne conseillère communale de déi Lénk, Janine Frisch. Pourtant, en réduisant la trouvaille de cette dernière à une « donnée passive isolée enregistrée en 2007 à l'occasion d'un retraceur des communications avec la personne cible », le ministère admet au moins qu'il y a eu surveillance. De plus, comme l'a écrit le procureur d'Etat adjoint Georges Wivenes, qui préside l'Autorité de contrôle à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, le traitement que le Srel a réservé à Janine Frisch « n'était pas légitime ». Donc, même si elle a été la cible des barbouzes à cause de ses contacts avec une personne cible, « inscrite sur la liste des organisations terroristes de l'Union européenne », comme l'écrit le ministère d'Etat, la justice admet que l'intérêt du Srel pour la personne de Janine Frisch était illégitime.

Si tous les sympathisants de la cause d'Ersöz ont été des suspects pour le Srel, est-ce que Jacques Poos ou Erny Gillen étaient aussi visés ?

Ce n'est pas la seule contradiction dans ce dossier qui date de 2006. A l'époque, l'affaire Ersöz, du nom de la journaliste kurde qui avait demandé l'asile politique au Luxembourg, mais que les autorités avaient enfermée à Schrassig, lui réservant un traitement indigne - une nouvelle d'ailleurs publiée une première fois dans le woxx à l'époque - avait conduit à un vaste mouvement de sympathie qui débordait les frontières politiques. Résultat : la justice luxembourgeoise a libéré Zubeyde Ersöz et celle-ci a obtenu l'asile politique. Et une question se pose : si tous les sympathisants de la cause d'Ersöz ont été suspectés par le Srel, est-ce que Jacques Poos ou Erny Gillen étaient aussi visés ? Car eux aussi avaient clamé haut et fort leur soutien à cette femme que les autorités gouverne-

mentales traitaient comme une terroriste - sur incitation de l'Etat turc, dont le traitement qu'il réserve aux militants pro-kurdes est de notoriété publique. La réponse à cette question décide du oui ou du non de la surveillance politique : si seuls des militants de gauche ont été observés, alors il est clair que le travail du Srel était teinté idéologiquement. Dans le cas contraire, les choses seraient encore pires. D'ailleurs, il reste encore la question de savoir pourquoi Zubeyde Ersöz et son entourage apparaissent dans les fichiers du Srel - comme l'a confirmé Serge Urbany, qui l'avait découvert par hasard lors d'une visite des locaux du Srel - bien après que celle-ci a été acceptée officiellement comme réfugiée politique. Cela veut dire que les responsables du service de renseignement ne portent pas la justice de leur pays en grande estime.



PHOTO - ©FLICKR_ZIGZAGOU

Certes, les assertions de Janine Frisch sur des éventuelles filatures et un espionnage de ses ordinateurs ne sont pas vérifiables, et il se pourrait qu'elles relèvent plutôt du domaine de la paranoïa - ce qui est compréhensible après toutes les révélations des derniers mois, non seulement sur le Srel mais aussi sur les services américains. Mais la réponse sèche du ministère d'Etat n'aide pas vraiment à écarter ces doutes. Car beaucoup trop souvent au cours de ces derniers mois, des démentis formels se sont avérés inexacts ou ont ouvert les portes à d'autres affaires encore. En tout cas, la confiance en l'Etat - et surtout en les services sous l'égide des conservateurs - est définitivement ébranlée et laisse libre cours à une paranoïa sans limites. Ou pour le dire avec les mots du chanteur américain Kurt Cobain : « Just because you're paranoid, doesn't mean they aren't after you. ».